

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 05/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DU CHATOUFLAT

6 Impasse des Roses Tremières-Chatouflat
16200 Mérignac

Références : 2025 1355 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007210263

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement EARL DU CHATOUFLAT implanté 6 IMPASSE DES ROSES TREMIERES CHATOUFLAT 16200 Merignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DU CHATOUFLAT
- 6 IMPASSE DES ROSES TREMIERES CHATOUFLAT 16200 Merignac
- Code AIOT : 0007210263
- Régime : Déclaration avec contrôle

L'établissement produit de l'eau-de-vie de Cognac par distillation de vins. Il dispose de récépissés de déclaration pour les activités et installations classées suivantes :

- une distillerie composée d'un alambic d'une capacité de charge de 25 hl et d'un alambic de 10 hl de charge chacun (rubrique 2250 et régime Déclaration) ;
- une cuverie à vins d'une capacité de 3 750 hl (rubrique 2251 et régime Déclaration) ;
- de deux chais d'eaux-de-vie de capacités de 77 m³ (parcelle 778) et 18 m³ (parcelle 781) (rubrique 4755 et régime Déclaration avec contrôle périodique).

Contexte de l'inspection :

La visite d'inspection fait suite à un incendie survenu dans la journée du 31 octobre 2025 sur un bâtiment de 200 m², affecté à l'atelier mécanique, au stockage de GNR et de produits phytosanitaires, et au garage d'engins agricoles. Ce bâtiment est contigu aux installations de distillation et de stockage d'eaux-de-vie (séparation par un mur).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement, article R512-69	Demande d'action corrective	15 jours
2	Élimination des déchets générés par l'incendie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 7.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Modifications apportées aux installations	Code de l'environnement, article R512-54	Demande d'action corrective	1 mois
4	Désenfumage de la distillerie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 2.4.4.	Demande d'action corrective	6 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 4.2.	Demande d'action corrective	15 jours
6	Rétention associée aux chais anciens	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.1.	Demande d'action corrective	6 mois
7	Rétention associée aux cuves inox (réserves climatiques)	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.1.	Demande d'action corrective	9 mois
8	Mise à la terre des équipements des cuves inox	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7.	Demande d'action corrective	3 mois
9	Désenfumage des locaux accueillant les cuves inox	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4	Demande d'action corrective	9 mois
10	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 3.6.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la visite d'inspection qu'avec l'intervention des services de secours les conséquences de l'incendie ont pu être limitées à un seul bâtiment. L'incendie ne s'est pas propagé à la distillerie et au chai mitoyens qui sont restés intacts.

Les conséquences environnementales restent également limitées à l'enceinte de l'établissement. Les eaux d'extinction incendie se sont évacuées sur l'espace enherbé à l'arrière du bâtiment sinistré mais leur volume est resté limité (120 m³ environ) et les traces visibles de l'incendie à l'arrière du bâtiment s'arrêtent à une dizaine de mètres.

Par ailleurs, l'inspection a permis de relever plusieurs non-conformités relatives à la sécurité incendie à corriger, ainsi que la présence de 2 nouvelles cuves inox de stockage d'eaux-de-vie non déclarées qui doit être régularisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-69
Thème(s) : Autre, Accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas directement informé l'inspection de l'incendie survenu au sein de son établissement le 31/10/2025 et n'a pas transmis de rapport d'accident. D'après les éléments recueillis auprès de l'exploitant lors de la présente visite d'inspection : <ul style="list-style-type: none">• le départ de feu a lieu vers 13h30 dans une zone de l'atelier où étaient stockées des batteries au lithium ;• le feu s'est propagé par la toiture (bois et tuiles) à l'ensemble du bâtiment de 200 m² ;• ont brûlés : 2 véhicules agricoles, environ 1000 l de GNR stocké dans un réservoir en plastique, divers produits phytosanitaires stockés en petites quantités (saison viticole terminée) ;• plusieurs petits aérosols ont explosés lors de l'incendie. Le stockage de bois bûche et d'eaux-de-vie (en cuve inox de 20 m ³) présents dans le bâtiment ont pu être protégés par les services de secours par arrosage de ces zones. L'incendie ne s'est pas propagé à la distillerie et au chai de vieillissement d'eaux-de-vie mitoyens au bâtiment sinistré.

Les eaux d'extinction incendie se sont écoulées par l'arrière du bâtiment sur une zone enherbée. Les traces visibles de l'incendie s'arrêtent à une dizaine de mètres du bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit télé-déclarer l'incendie survenu au sein de son établissement le 31/10/2025 via le site internet dédié : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Élimination des déchets générés par l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 71.
Thème(s) : Autre, Accident
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les déchets générés par l'incendie sont principalement des déchets métalliques (tracteur, cuves acier, machine à vendanger), du bois et des tuiles. Ces déchets ont pu être contaminés par les produits et matières dangereuses présentes dans le bâtiment sinistré (gazole non routier, produits phytosanitaires, etc.) ou les produits utilisés par le SDIS lors de l'intervention (émulseurs ?). Aussi compte tenu de l'écoulement d'eaux d'extinction sur des zones non étanches à l'arrière du bâtiment sinistré, il ne peut être écarté qu'une contamination des sols ait été observée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la caractérisation des déchets générés par l'incendie, y compris, le cas échéant, les terres polluées et faire éliminer ces déchets par des installations autorisées. Lorsque les déchets générés par l'incendie seront évacués, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justifiant que ces déchets sont expédiés vers des installations autorisées à les recevoir (bordereaux de suivi de déchets dangereux, bons d'enlèvement, bons de réception et/ou factures).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modifications apportées aux installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-54
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : II.- Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. (...)
Constats : L'exploitant a installé deux nouvelles cuves inox, de 20 m ³ et de 15 m ³ , dédiées au stockage d'eaux-de-vie (réserve climatique) sans porter ces modifications à la connaissance du préfet ou de l'inspection. La cuve de 20 m ³ est située sur la parcelle 121 dans le bâtiment sinistré, mitoyen à la distillerie et au chai ancien de la parcelle 781. La cuve de 15 m ³ est située dans le bâtiment accueillant l'ancien chai de la parcelle 778, mitoyen à la distillerie et à une habitation voisine, habitation historique de l'exploitation, aujourd'hui occupée par un membre de la famille considéré comme un tiers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit régulariser la situation administrative des 2 cuves inox d'eaux-de-vie ajoutées en procédant à une déclaration de modification sur le site internet : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920 Compte tenu de la proximité du chai de la parcelle 778 avec l'habitation voisine, l'inspection considère qu'aucune nouvelle capacité de stockage ne peut y être installée. Seuls les tonneaux et barriques en bois bénéficiant de droits d'antériorité peuvent continuer à y être exploités. La cuve de 15 m ³ doit donc être déplacée, soit à proximité de la cuve de 20 m ³ lors de la réhabilitation du bâtiment sinistré, soit dans une zone extérieure, à une distance d'au moins 12 m des bâtiments occupés par des tiers. Il convient de joindre à cette déclaration un plan actuel des installations et un plan projeté suite à l'incendie et à la présente inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Désenfumage de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 2.4.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : I. Les locaux à risque incendie définis à l'article 2.4.1 sont équipés d'un système de désenfumage en toiture ou dans le tiers supérieur du bâtiment permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz

<p>de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique ou manuelle. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>II. Dispositions relatives aux installations existantes : La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 1 % de la surface au sol, avec un minimum d'un mètre carré.</p>
<p>Constats : La distillerie n'est pas équipée de système de désenfumage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit installer dans sa distillerie un exutoire de fumées et de chaleur d'une surface utile d'au moins 1 m².</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 4.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis formel des services départementaux d'incendie et de secours ; d'extincteurs, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles. (...); <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : Une réserve d'eau incendie communale de 120 m³ est présente à l'entrée du hameau, à environ 300 m de l'installation.</p> <p>Cette réserve a été utilisée par les services de secours lors de l'incendie et est vide au jour de la présente inspection.</p>

Un des deux extincteurs de la distillerie a été utilisé lors de l'incendie.
L'exploitant a présenté le registre de sécurité montrant que les extincteurs sont vérifiés annuellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire procéder dès possible, et en tout état de cause avant le démarrage de la campagne de distillation, à la réalimentation en eau de la réserve incendie située à l'entrée du hameau, ainsi qu'au remplacement de l'extincteur utilisé. L'exploitant doit ensuite se rapprocher du SDIS 16 pour obtenir leur avis formel sur la distance entre cette réserve d'eau et son installation, afin de déterminer s'il est nécessaire ou non d'installer une réserve d'eau plus proche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Rétention associée aux chais anciens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers (...) des bâtiments habités ou occupés par des tiers.
Constats : En cas d'incendie du chai de la parcelle n°781, les effluents s'écouleraient à priori vers la cour d'entrée de l'établissement située sur la même parcelle. En cas d'incendie du chai de la parcelle n°778, les effluents s'écouleraient à priori vers l'arrière de l'établissement, zone affectée aux cuves de stockage de vins. Ces 2 chais disposent cependant de portes donnant accès à la cour d'accès à l'habitation voisine (habitation historique de l'exploitation, aujourd'hui habitée par un membre de la famille considéré comme un tiers).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'aménager des seuils surélevés au niveau des portes des chais donnant vers la cour intérieure de l'habitation voisine afin de s'assurer qu'en cas d'incendie les effluents, potentiellement enflammés, ne puissent se diriger vers cette zone.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rétention associée aux cuves inox (réserves climatiques)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand récipient,- 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention. En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers : <ul style="list-style-type: none">- la propriété des tiers,- un réseau souterrain public,- des bâtiments habités ou occupés par des tiers,- d'autres installations de stockage,- les points d'eau des services de secours.
Constats : Les 2 nouvelles cuves inox de stockage d'eaux-de-vie (réserve climatique) de 20 m ³ et 15 m ³ ne sont pas associées à une capacité de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit associer chacune des 2 nouvelles cuves de stockage d'eaux-de-vie (réserve climatique) à une capacité de rétention. Cette rétention peut être commune aux 2 cuves, le volume de rétention minimum requis est alors de 20 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : Mise à la terre des équipements des cuves inox

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. (...)
Constats : Les 2 nouvelles cuves inox de stockage d'eaux-de-vie (réserve climatique) ne sont pas mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit faire réaliser la mise à la terre des 2 nouvelles cuves inox de stockage d'eaux-de-vie (réserve climatique).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Désenfumage des locaux accueillant les cuves inox

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : Les chais sont équipés en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. La surface des exutoires de fumées est de : - 1 m ² minimum de surface utile d'exutoire, pour les chais d'une surface inférieure ou égale à 300 m ² . (...)
Constats : Les locaux accueillant les 2 nouvelles cuves inox de stockage d'eaux-de-vie (réserve climatique) ne sont pas équipés d'exutoires de fumées et de chaleur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire installer un exutoire de fumées et de chaleur d'au moins 1 m ² de surface utile dans le ou les locaux accueillant les 2 nouvelles cuves inox de stockage d'eau-de-vie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 10 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 3.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.

Constats : L'exploitant ne fait pas réaliser de vérification périodique des installations électriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire réaliser une vérification des installations électriques dès que possible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois